



# Les sans-papiers toujours en lutte

**L**E VENDREDI 7 MARS la métropole lilloise semblait ne devoir vibrer que pour les Jeux olympiques. Parmi les milliers de personnes qui s'étaient rassemblés sur la place du général de Gaulle, combien savaient que les sans-papiers étaient depuis 53 jours en grève de la faim et que l'un d'eux venait d'être évacué par les pompiers après un évanouissement. Mauroy qui signa le 27 mai 1982 le décret qui instituait le certificat d'hébergement que doit réformer le projet de loi Debré, Mauroy qui refusait il y a peu de soutenir les grévistes de la faim, voulait nous faire croire que la candidature lilloise aux J.O. 2004 était celle de la fraternité entre les peuples.

Pour protester contre tant d'hypocrisie, le collectif des réfractaires à toutes les lois anti-immigrés a accueilli à sa façon la délégation qui revenait de sa rencontre à Lausanne avec le président du Comité international olympique. Une banderole « Pas de papiers - pas de J.O. Des papiers pour tous ! » fut déployée vers 18 h 30 lorsque la délégation arriva. Un tract intitulé « Lille 2004 : pendant que vous en rêvez, des sans-papiers sont en train de crever » fut distribué, rappelant que les jeux olympiques ne sont pas l'expression de la fraternité entre les peuples mais l'exaltation du fric et du chauvinisme. Cette action ne fut pas du goût des autorités puisque les manifestants furent chargés par les CRS très rapidement, interrompant ainsi les slogans tonitruants des réfractaires. Plusieurs personnes furent interpellées pour contrôle d'identité.

Pressé d'en finir avec cette lutte, Alain Ohrel, préfet de Lille, a décidé de procéder dans la matinée du mercredi 12 mars à l'évacuation « sanitaire » de 17 sans-papiers dont 8 grévistes de la faim. Alain Tredet, vice-président vert du conseil régional, qui avait entamé un jeûne de soutien le week-end précédent, fut copieusement frappé à terre par les CRS. L'indignation provoquée par ce nouveau « coup de hache » rassembla plus de 1500 personnes le soir même. Le collectif des réfractaires fit dans l'après-midi deux rapides occupations au siège de la Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'em-

ploi des clandestins (DICCILEC) et dans une des annexes de la préfecture avant de rejoindre la manifestation de protestation. Décidément les autorités avaient choisi la provocation puisque dans la même journée le squat de la rue Meurein fut évacué et la compagne d'un des sans-papiers avait été interpellée en marge de la manifestation. La veille déjà, quatre personnes, dont un étudiant marocain avaient été interpellées. Par ailleurs, la préfecture fidèle à sa volonté de casser le comité des sans-papiers cherche à diviser en conditionnant le moratoire très provisoire pour l'expulsion des seuls grévistes à « la cessation de toutes occupations de locaux » et en

sif. Dans le tract « La DDASS police médicale » qui fut distribué au personnel les deux collectifs rappelaient d'une part qu'« en choisissant la grève de la faim comme arme pour leur régularisation, les sans-papiers de Lille comme avant eux ceux de Saint-Bernard, ont fait de leur corps l'instrument de leur lutte. Une manière de dire que ce corps est la dernière chose qui leur appartient à l'heure où on leur dénie tout droit à vivre normalement dans ce pays. Mais le corps des grévistes de la faim devient l'enjeu d'une contre-offensive du pouvoir » et d'autre part que l'argument d'insalubrité du local ne tenait pas puisque lorsque les sans-papiers ont tenté

d'investir l'auberge de jeunesse du centre ville pour quitter l'insalubrité du local de la rue du marché où ils menaient leur première grève de la faim, ils se sont fait délogés sur ordre de la mairie.

La solidarité avec les sans-papiers s'intensifie cependant. La manifestation du 15 mars a réuni plus de 1000 personnes une nouvelle fois. A noter la présence de sans-papiers de Saint-Bernard. Un nouveau jeûne de solidarité était organisé ce dimanche



maintenant la logique du cas par cas. Selon le préfet, un gréviste et sa conjointe feront l'objet d'une régularisation, deux des grévistes sont prétendument inconnus de ces services; les autres grévistes et leurs familles seraient maintenus sur le territoire à titre « humanitaire et pour des raisons médicales ». Sur les dossiers jugés prioritaires par le Comité des sans-papiers, le préfet estime que 48 « font d'ores et déjà l'objet d'un refus de séjour ou d'un arrêté de reconduite à la frontière ».

Le vendredi 14 mars le collectif des réfractaires à toutes les lois anti-immigrés et le collectif pour l'abolition des frontières occupa durant une demi-heure les locaux de la DDASS. Il s'agissait pour eux de montrer que, attester que l'état de santé de grévistes de la faim nécessite une hospitalisation; déclarer que les locaux où se mène cette grève sont insalubres n'étaient pas des actes neutres mais une participation active de la DDASS au système représ-

16 mars. Depuis quinze jours une collecte quotidienne est tenue sur la faculté de Lille III. Une intersyndicale des instituteurs regroupant SGEN-CFDT Lille, SUD éducation, la CNT-AIT et le SNUipp-FSU du Nord ont décidé de continuer l'action contre le retrait de 129 emplois programmé par le ministère de l'éducation nationale et contre les 235 fermetures de classes que l'inspecteur d'académie entend proposer au Comité technique paritaire le 18 mars. Un préavis de grève a été déposé pour cette journée du 18 mars et un rassemblement de protestation est organisé devant l'inspection de l'académie entre 11 h 30 et 15 h 30 avec pique-nique de solidarité avec les sans-papiers. Le bénéfice de la vente de sandwichs, boissons sera intégralement reversé aux sans-papiers. Samedi 22 mars une marche sur le centre de rétention de Lesquin est programmée.

Christophe Féat  
groupe May Picqueray (Lille)

- Moulins-Yzeure : Une centrale pénitentiaire pas ordinaire page 4 et 5
- Marseille : répression contre les antifascistes page 2

## EDITORIAL

Cent mille personnes ont défilé à Bruxelles, le 17 mars, pour s'opposer à la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde; beaucoup d'ouvriers de l'automobile et de la métallurgie de Belgique, de France, d'Allemagne, d'Espagne étaient présents dans la manifestation.

« C'est l'Europe sociale qui se construit », affirme-t-on de toutes parts. Tout y était: les drapeaux au vent, les banderoles déployées, les discours qui claquent... Personne ne doute que ceux de Vilvorde se rebellent avec fermeté et audace contre la fermeture de l'établissement sis dans leur cité. *Quid des autres?*

En Espagne, les directions des Commissions ouvrières et de l'UGT sont prêtes à accepter que la direction de Renault fasse effectuer des heures supplémentaires dans les usines de Valladolid et de Palencia; seuls les anarchosindicalistes de la CGT d'Espagne appellent les travailleurs à repousser ce qui ne serait ni plus ni moins qu'un coup de poignard dans le dos de ceux de Vilvorde.

Et que perçoit-on exactement de l'orientation des confédérations françaises et de leurs fédérations de la métallurgie? Quelques débrayages ont certes été organisés, sans pourtant qu'ils permettent aux travailleurs du rang de participer aux manifestations. Comme à Flins, par exemple, où seuls les délégués ont pu rejoindre les cortèges. On ne mobilise pas vraiment, on cherche surtout à se faire voir.

Contre la volonté clairement affirmée de la direction de Renault de faire disparaître un établissement et six mille postes de travail, les directions syndicales hexagonales n'envisageraient-elles qu'un simulacre de lutte, un simulacre de résistance, un simulacre d'internationalisme et d'Europe sociale? Le mécontentement est grand pourtant dans toute l'automobile: la productivité s'accroît sans cesse et les directions ne remplacent guère les départs en retraite. Les simulacres de lutte aboutissent toujours, pour ceux qui travaillent dans les usines, à des défaites bien réelles. Ceux de Flins, de Vilvorde, de Palencia et de Cléon s'en souviendront peut-être - ils pourraient organiser eux-mêmes la résistance. Mais il s'agirait alors d'une autre histoire!



MARSEILLE

# Répression contre les antifascistes

**R**ÉGION FRONTALIERE DE l'Italie et bordée par la Méditerranée, Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) a accueilli bon nombre de migrations. Aujourd'hui une partie des enfants des populations arrivées avant les années soixante souffrent de leurs conditions économiques et sociales et ne se reconnaissent pas dans les nouvelles problématiques des dernières émigrations. PACA offre ainsi au Front national une terre d'expérimentation : les quatre mairies conquises par le parti de la haine s'y trouvent. Bien sûr tous les habitants de cette région n'adhèrent pas aux

idées et aux thèses en vogue. Cependant, depuis belle lurette, on a rentré les balais et les seaux de colle, préférant les pastissades à la « militance ».

## Une embuscade

Il subsiste bien sûr des foyers de résistance mais ils sont bien minoritaires. Alors ce que Marseille et sa banlieue comptent d'humanistes s'était donné rendez-vous ce mardi 11 mars pour manifester et protester contre la tenue d'un meeting de J.-M. Le Pen, Bruno et Catherine Mégret à Marseille. Entre cinq et

sept mille personnes ont pris gentiment la direction de la salle Vallier où se tenait ce meeting. Parmi elles une majorité de jeunes mais aussi des familles et des personnes âgées. Quelques slogans fusent ça et là sans grande violence. Au terme du parcours, le cortège se retrouve pris comme dans une souricière, un guet-apens : nous ne pouvons plus progresser et le volume sonore de la manifestation monte. Il a suffi d'un face à face d'une dizaine de minutes pour que les CRS déclenchent une riposte d'une violence inouïe : lacrymogènes et violence contre une foule désarmée et pacifiste. Certains arrivent à se frayer un chemin et à se sauver. Des riverains solidaires ouvrent les portes des immeubles pour faciliter leur fuite. Mais les plus outrés par l'attitude policière font face à la compagnie 54, réputée pour avoir dans ses rangs beaucoup de sympathisants du FN.

Il va de soi que la lutte est à armes inégales : les manifestants lancent quelques projectiles trouvés dans les poubelles (bouteilles en plastique, boîtes de conserve vides). Les

représentants de l'ordre y voient l'agression du siècle, l'humiliation suprême et arrêtent douze manifestants pour les juger en comparution immédiate le lendemain après-midi. Ce mercredi 12 mars à 21 h 30, tous ressortaient libres du Palais d'Injustice de Marseille à la grande joie des 150 personnes qui étaient venues manifester leur soutien. Trois d'entre eux ont souhaité être jugés immédiatement et ont écopé de trois mois de prison avec sursis et 1 500 F d'amende pour deux d'entre eux ; 3 000 F pour le troisième (pour un jet de bouteille). Le jeudi 13 mars à l'heure du laitier notre compagnon Richard Martin, directeur du théâtre Toursky est interpellé pour coups et blessures sur agent de l'ordre ayant entraîné une incapacité de travail de huit jours. Les amateurs du tube cathodique ont pu voir au journal de vingt heures les images de l'acte incriminé. Un policier en civil frappait un jeune homme à terre, Richard Martin l'a ceinturé pour l'empêcher de continuer. Ce policier, bénéficiant du monopole de la violence légitime de l'État qu'il

représente, en civil comme en uniforme, ne sera jamais jugé. Le 14 mars à 13 heures, Richard Martin sort libre du Palais d'Injustice de Marseille devant 150 personnes venues le soutenir. Pour lui comme pour les neuf autres, un complément d'information est demandé, et le jugement aura lieu en mai. Le vendredi 14 mars à 18 h 30, le collectif d'associations qui avait appelé à la manifestation sanglante du 11 mars invite à nouveau à une protestation devant la préfecture de Marseille pour demander au préfet d'arrêter les poursuites. Nous sommes 5 000 à venir crier à l'injustice. Mais est-ce suffisant devant la toute puissance de l'État et de sa police et devant l'autoritarisme grandissant de notre société. Cette situation dramatique nous contraint à nous battre pour le minimum, pour garder notre dignité d'être humains.

Nous organisons une rencontre avec nos sympathisants le 17 mars au théâtre Toursky. La lutte continue...

Groupe de Marseille de la Fédération anarchiste durant

## Préfecture rime avec censure

Coup sur coup, la préfecture de Rhône a interdit, soit ouvertement, soit par des pressions, deux événements publics s'inscrivant dans une démarche contestataire.

D'abord, la censure a visé le festival de rap « Offensive Rap », à Crépieux (juste à côté de Rillieux dans la proche banlieue lyonnaise). La première édition de ce festival, qui se tenait l'année dernière dans la salle des fêtes de Rillieux, s'était déroulée dans une excellente ambiance et avait rencontré un franc succès. Organisé par la Maison pour les jeunes, il était prévu pour le vendredi 21 février avec six groupes.

Quelques jours plus tôt, un article du Progrès affirmait que de graves problèmes s'étaient posés l'année précédente (vols de voitures aux alentours et rodéos...), ce dont les organisateurs n'avaient jamais entendu parler.

L'autorisation initiale fixait à cinq heures du matin l'heure de clôture du festival. La préfecture, ne voulant pas cette fois-ci prendre une mesure d'interdiction directe, a imposé que la salle ferme ses portes à une heure du matin et a également prévenu que les gendarmes devaient être présents ! Des mesures qui, bien entendu, rendaient le maintien du festival impossible. A cela s'ajoutèrent des menaces téléphoniques : de tristes individus annonçant que la salle serait brûlée si le concert avait lieu...

Ensuite, c'est une soirée publique organisée par le CIRC (Comité d'information sur la recherche sur le cannabis) qui s'est vu attirer les foudres de l'autorité étatique...

Cette soirée, prévue au Rail théâtre, a été annulée au dernier moment. La police a organisé une descente dans les règles de l'art, confisquant livres, revues, cassettes, CD, T-shirts, etc.

La présidente du CIRC a été mise en garde à vue et relâchée quelques heures plus tard. Elle est inculpée, tout comme le président du CIRC au niveau national, d'« inciter à la consommation de stupéfiants » ; cette accusation reposant sur le simple fait que des feuilles de cannabis sont représentées sur les T-shirt édités par l'association.

Nous avons encore franchi un grand pas vers la « démocratie blindée »...

Il va de soi que l'Union locale de la Fédération anarchiste de Lyon apporte son soutien au CIRC en butte à la répression policière et à un ordre moral qui, de jour en jour, se fait plus menaçant...

# Les flics traquent et triquent

**M**ARDI 11 MARS 1997, à Marseille la manifestation anti-FN contre la tenue d'un meeting Le Pen Mégret inaugurant la campagne des législatives 1998 a été l'objet d'agressions policières inédites dans cette ville. Un cortège de huit mille personnes de tous âges démarre dans le calme et la bonne humeur, peu avant 19 heures de la Canebière en direction de la salle Vallier louée aux frontistes par le maire et ministre J.C. Gaudin.

Une demi-heure plus tard la manifestation est bloquée avenue Foch par un simple barriérage et un dispositif policier en apparence très faible dont on ne voit alors qu'une quinzaine de représentants. En fait, la manifestation est prise dans une souricière. A ce moment tout le quartier est bouclé. Comme on le voit sur les images des différentes chaînes de télévisions la tête de manifestation, hésitante mais convaincue qu'elle peut aller de l'avant, enlève facilement quelques barrières. La manifestation avance pacifiquement tandis que, immédiatement, et sans aucune sommation, les CRS font feu. Des lacrymogènes atterrissent sur les cent premiers mètres du cortège et des tirs tendus atteignent les premiers manifestants à moins de vingt mètres. S'ensuit un lancé nourri de grenades tandis qu'instantanément les manifestants tassés refluent tant bien que mal vers une issue qu'ils auront du mal à trouver. Quelques portes s'ouvrent sur des personnes âgées et des enfants ayant

parfois perdus leurs parents dans la panique, d'autres trouvent refuge dans les petits commerces du quartier. Un élu PS tentant la négociation sera molesté par les CRS. Deux premiers fourgons de police raflent les isolés. L'avenue Foch, qui a ce moment donne l'impression d'être extrêmement étroite, est inondée de gaz et bientôt dans tout le quartier l'air devient irrespirable.

D'après plusieurs témoins, des poli-

ciers en civils installés dans les immeubles jettent à leur tour des grenades sur la foule. Un manifestant, dont on se demande comment il fut sélectionné, est tabassé et arrêté en plein cortège par des civils. Alors la rage et le désespoir devant l'ignominie des flics n'a plus eu de frein, et les manifestants ont pendant une heure envoyé tout ce qui leur tom-



pas s'engager, les civils chargent, séparant le groupe en deux, puis se livrent toute la soirée à une véritable chasse à l'homme, agrémentée de nombreuses violences (c'est là que le reporter de l'agence Gamma s'est fait frapper) dans le quartier du vieux Marseille : le Panier.

Transmis par la CNT Vignoles Aix-Marseille

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

Le Monde libertaire apporte son soutien aux postières et postiers en lutte du XI<sup>e</sup> arrondissement parisien.

Nous informons nos lecteurs et abonnés que peu de courrier parvient à notre librairie, ce qui induit un ralentissement dans l'enregistrement des abonnements et réabonnements. Pour tout renseignement contactez-nous au 02 35 84 27 17.

ASSISES NATIONALES POUR LES DROITS DES FEMMES

# Collectif unitaire... et ta sœur?

**E**N TANT QUE FÉMINISTES, nous luttons au quotidien pour l'abolition du patriarcat. En tant qu'anarchistes, nous savons que notre lutte pour la liberté ne passe pas par la prise de pouvoir (que celle-ci se concrétise par une démarche électoraliste ou par une avidité de représentation sociale tous azimuts, ces deux formes aboutissant à une hiérarchisation des individus). Il est bien acquis par le féminisme que notre lutte ne se résume pas à des revendications anti-sexistes qui peuvent parfaitement trouver leur place dans la société patriarcale que nous subissons (ces revendications pouvant d'ailleurs être reprises par les hommes) mais qu'elle vise à redonner aux femmes une parole propre qui leur a toujours été niée. De la même façon, parce que nous sommes aussi anarchistes, si nous pouvons lutter de façon ponctuelle avec divers syndicats, associations et partis, pour autre chose que l'abolition immédiate de l'État; nous ne pouvons jamais nous fonder dans un collectif niant par sa nature (composition et/ou fonctionnement) l'oppression étatique.

Autant nous reconnaissons l'oppression spécifique exercée sur toute les femmes (qu'elles soient ministres RPR ou militantes de la Fédération anarchiste), autant la réponse politique et sociale que chacune apportera sera différente. Il apparaît donc clairement que si nous pouvons être d'accord sur de perpétuels états des

lieux de l'oppression des femmes (Assises nationales ou autres grandes messes) toute dynamique unitaire de réponse à cette oppression est vouée à l'échec car elle supposerait qu'on nomme nos différences politiques. Suffit-il de subir la même oppression pour être sœurs? N'est-ce pas plutôt les réponses choisies qui font notre féminisme? S'il est facile de constater l'oppression spécifique subie par les femmes algériennes, il est peu dire que de nombreuses femmes de la sphère politique décisionnelle n'ont pas montré le moindre signe de solidarité féministe et ce, pas seulement depuis 1993...

Ce sont plus nos choix de riposte qui font notre identité que notre oppression, partant de là, on a plus de chances de trouver notre sœur du côté des sans-papiers fuyant un mariage forcé par exemple, que le jour des Assises nationales.

## Je cause, tu causes, elles profitent

A défaut de ripostes unitaires possibles, ces Assises peuvent-elles faire coexister (démocratiquement...) différentes analyses? Seraient-elles enfin THE occasion de faire entendre une parole anarcho-féministe? L'expérience des états généraux de 1992 nous fait douter: pourquoi n'avons-nous pas pu parler d'avortement et de contraception libres et gratuits sans déclencher les foudres de la

tribune? Comme la parité aujourd'hui, s'agissait-il d'un « faux problème », d'une simple chicanerie sémantique entre l'école linguistico-radical et l'école linguistico-réformiste? Toujours est-il qu'une école a bouffé l'autre, on vous laisse devenir laquelle...

Fortes de cet exemple, serait-il possible d'imaginer que les enjeux de pouvoir puissent être à l'œuvre de l'intérieur même du collectif et qu'une censure (ou autocensure?) pollue cette prétendue libre parole? Ne doutons pas de la cohérence politique des militantes institutionnelles, elles ne scieront pas la branche sur laquelle elles sont assises (nationales!). Comment pourraient-elles laisser s'exprimer une parole anarchiste qui questionne le pouvoir et les fragilisent de fait dans leur fonctionnement hiérarchique et centraliste?

## Chassez le naturel...

On aurait pu alors, nous dirait-on, aller à ces Assises en étant conscients des ces enjeux de pouvoir mais espérer avoir un bon rapport de force, évalué au prorata de l'énergie investie. Si tel était le cas (vu le nombre de collectifs où les anarchistes ont joué les petites mains), il y a longtemps que le PS serait un sous-groupeuscule passé aux oubliettes de l'histoire ouvrière et la parole anarchiste omniprésente. On croit ouvrir une brèche et on se noie...

Précisément parce que notre anarcho-féminisme se veut ancré dans la réalité sociale et politique on ne peut considérer les Assises comme une bulle féministe totalement détachée du monde extérieur. Comme on peut le voir sur les terrains de l'antinuclear, de l'immigration etc., le PS et ses satellites retrouvent une frénésie militante à l'approche des élections de 1998, pourquoi les Assises échapperaient-elles à cette récupération? Si les partis ont un bénéfice politique évident à briller par leur signature lorsque les médias rendront compte de ces Assises, partager ces paillettes avec les institutions ne peut être d'aucun bénéfice politique pour l'avancée concrète des idées anarcho-féministes.

Nourries, entre autres, du travail de terrain des culs-terreuses provinciales ces Assises permettent à l'intelligentsia parisienne de remplir ses cahiers de doléances sur l'état pitoyable des droits des femmes. Cahiers qu'elles rendront une fois la messe dite, avec lesquels nous pourrions retourner dans nos villes nous affronter avec les institutions sur la défense concrète des femmes précaires avec ou sans-papiers. Il ne s'agit donc pas de nier l'intérêt de reparler encore et toujours des violences faites aux femmes mais de questionner le cadre institutionnel dans lequel ce travail s'effectue, cadre qui empêche toute dynamique ultérieure en posant ces commissions hors de leur réalité.

Car enfin, à qui s'adressent ces Assises? Pense-t-on que les femmes précaires se déplaceront sur Paris pour découvrir de la bouche des féministes officielles la réalité de leur oppression? Notre pratique militante qui consiste à lutter ensemble au quotidien contre notre oppression commune n'est-elle pas plus efficace pour une réelle prise de conscience et surtout pour enclencher une vraie dynamique?

## T'as pas vu ma sœur?

En refusant d'être signataire de ces Assises nationales la Fédération anarchiste s'est clairement désolidarisée d'une initiative qui privilégie le possible impact médiatique aux luttes de terrain. Nous renouons à tisser des liens éphémères avec les femmes qui retrouveront demain leur cher strapontin dans les sphères du pouvoir. L'émancipation des femmes sera l'œuvre des femmes en lutte contre toute oppression (capitaliste, étatique ou patriarcale), elle se construira en nommant nos différences ou ne se construira pas. En tant qu'anarcho-féministes, nous préférons mettre en actes la solidarité et, dans des pratiques communes, reconnaître nos sœurs.

Jeanne, Muriel (commission femmes FA)

## STRASBOURG

# Manifestation contre le FN

**D**URANT LE WEEK-END DU 29 MARS, le FN tiendra son congrès national à Strasbourg. A cette occasion, diverses organisations appellent à une manifestation européenne pour les libertés, pour l'égalité, pour la fraternité et les solidarités, contre le FN et l'extrême droite, samedi 29 mars à 15 heures, place de l'étoile à Strasbourg.

Nous y serons et formerons un cortège. Pour nous, il s'agit d'inscrire la lutte contre le FN et le racisme en général dans une lutte globale contre le capitalisme et le nationalisme. Dans ce combat, de nombreuses organisations appelant à lutter contre le FN se trouvent dans des positions paradoxales et c'est à nous de les mettre face à leurs responsabilités (tripatouillages électoral par le PS pour se servir du FN comme d'un démon, lois anti-immigrés prises par le gouvernement socialiste, charters, campagne « produits français » du PCF, abandon de l'Internationale pour la Marseillaise, défilé derrière les drapeaux bleu-blanc-rouge, etc.). La liste est longue des politiques nationalistes qui sont le terreau même du fascisme.

D'autre part, le fascisme ne peut se combattre qu'à travers les véritables causes de sa résurgence, à savoir la misère, le chômage, l'exploitation capitaliste. Dans ce domaine encore, nous voyons qu'aucun parti politique n'entend rompre de façon radicale avec cette économie de misère, pour le plus grand nombre, et de luxe, pour la minorité nantie. Tout au plus, espèrent-ils l'améliorer. A cette illusion et volonté de se partager le gâteau, nous opposons les solidarités des exploités

de tous les pays. Le capitalisme n'a pas de frontière, notre révolte ne doit pas en avoir non plus.

Nous savons que la démocratie et le système électoral n'ont jamais été et ne sont pas un rempart contre le fascisme. Il n'y a qu'à lire l'histoire. De plus, aucun parti ne veut ni ne peut changer ce système d'exploitation sur lequel se développent le racisme et le fascisme. En effet, ils restent dans les limites imposées par ce système et reproduisent les institutions qui le font perdurer. Nous pouvons leur retourner le compliment lorsqu'ils nous disent que s'abstenir c'est faire le jeu du FN: voter pour eux, c'est préparer le chemin du fascisme. Il n'y a qu'à voir les lois Debré, l'attitude du PS face à la lutte des sans-papiers.

Nous, anarchistes, avons été et sommes les antifascistes de toujours. Ceux-ci ne s'y trompent pas qui brûlent une librairie anarchiste (Lyon), tabassent les militants anarchistes, sacagent les locaux anarchistes (Dijon). Il ne faut pas laisser ce terrain d'action aux seuls partis. C'est pourquoi nous serons à Strasbourg. Cet événement peut permettre de rencontrer des gens, discuter et diffuser nos idées. Il ne s'agit pas, bien sûr, de nous arrêter à de telles manifestations spectaculaires. Notre travail est quotidien aux côtés de tous les opprimés en lutte afin de faire surgir un mouvement social capable de renverser ce système et de proposer et mettre en place une société libre, égalitaire, solidaire: l'anarchie.

Collectif libertaire Haut-marnois  
Groupe libertaire dijonnais  
Groupe Proudhon de Besançon

## 28 mars: des banquets contre les interdits religieux

On a aujourd'hui oublié l'âpreté de la lutte qui fut nécessaire pour se dégager (à peu près) des principaux interdits religieux. Un épisode entre mille l'illustre bien. On sait qu'Aristide Lapeyre fut un grand militant libertaire et anticlérical (qui le premier signa « lucifer » certains de ses textes). Il combattait les lois religieuses, et civiles de l'époque, qui prohibaient toute propagande en faveur de la contraception. A Bordeaux, en 1935, un médecin anarchiste autrichien, Norbert Bartossek, le stérilisa ainsi que plusieurs de ses compagnons. Ces vasectomies, les arrestations et le procès qui suivirent en 1936 eurent un immense retentissement qui contribua à faire avancer l'idée force: « Ton corps est à toi ».

Les interdits imposés par toutes les religions ont marqué et marquent toujours l'histoire de l'humanité. Sait-on qu'il existe des listes officielles d'interdits dans le judaïsme (il y en a 365) et dans l'islam (il y en a 70)? Le tabou alimentaire jeté sur le cochon est loin d'être le seul, même s'il a fini par être le plus représentatif. Et comment oublier la culpabilité pesante due à la conception chrétienne de la sexualité? Mépris et soumission des femmes, refus de l'érotisme, répression des homosexuels, condamnation du plaisir... se retrouvent dans toutes les religions monothéistes. Aujourd'hui ce sont les libertés de contraception et d'avortement qui sont menacées.

Le premier banquet violant délibérément et ouvertement les interdits religieux eut lieu le 10 avril 1868. C'était un banquet « gras », avec des aliments prohibés dont la viande qui se tint donc le soir du vendredi dit saint. L'initiative était due au célèbre critique littéraire Charles Sainte-Beuve. Il avait invité ses amis Ernest Renan, Hippolyte Taine, Edmond About... Dès l'année suivante l'idée est reprise par des groupes ou des associations de libres penseurs.

Les croyants sont libres de se soumettre aux interdits les plus divers. Le cléricalisme commence dès qu'ils prétendent les imposer à l'ensemble de la société. Pour faire avancer cette idée force, les anticléricals s'affirmeront le vendredi 28 mars de façon pacifique et gourmande.

## Lucifer

Près d'une quarantaine de comités ont été mis sur pied lors de la venue du pape en France fin septembre 1996. Les membres de ces divers comités, et les nouveaux militants, sont invités à organiser un banquet anti-interdits le 28 mars. Toutes les fédérations départementales de la Libre Pensée sont déjà engagées dans cette activité. On peut obtenir leurs coordonnées en téléphonant au 01 46 34 21 50. Un dossier historique et politique sera envoyé sur simple demande au *Monde libertaire*.

abonnez-vous! • abonnez-

# Moulins-Yzeure, la

Invité par les prisonniers de la Maison Centrale de Moulins-Yzeure, Jacques Lesage de La Haye répond aux questions de Ras-Les-Murs (Radio libertaire). Rappelons, à ce propos, que, dans cet établissement, il se produit régulièrement un nombre important de mouvements de prisonniers pour de multiples revendications. Or, la presse, la radio et la télévision n'en font jamais état. Voici la première partie de cet entretien.

**Ras-les-murs : Lundi 24 février 18 h 45, Jacques deux-tu nous dire où nous sommes?**

**Jacques :** Nous sommes au centre pénitentiaire de Moulins-Yzeure, qui est un centre de « haute sécurité ». Le centre le plus sécuritaire de toute l'Europe.

J'ai été invité à Moulins-Yzeure, à la demande de Gaby Mouesca, qui se trouve incarcéré là, donc prisonnier politique basque. Il a demandé à ce que je vienne rencontrer les détenus. J'ai fait les démarches nécessaires auprès du responsable du service socio-éducatif et, à ma grande stupeur, cela a été accepté.

J'ai rencontré les détenus en deux groupes. Un groupe appelé « Baudelaire » et l'autre « Apollinaire ». J'ai vu des mecs très intéressants, Thierry Trébutien, Lionel Cardon, Gaby Mouesca, Christian Lagarde, Georges Poitevin, Etchevarria. J'ai participé avec eux à deux débats que j'ai trouvés absolument passionnants.

**R-L-M : Peux-tu nous dire comment cela s'est passé ce matin, puisque tu avais rendez-vous avec la direction?**

**Jacques :** Je n'ai pas vu le directeur, mais le responsable du service socio-éducatif, ainsi qu'une assistante sociale avec qui j'ai passé une partie de la matinée. Ils m'ont fait visiter une partie de l'établissement.

**R-L-M : Qu'as-tu éprouvé lors de cette visite?**

**Jacques :** C'est abominable, c'est révoltant, c'est quelque chose de complètement scandaleux. Il est inimaginable que, dans une démocratie, on tolère un établissement pareil, qui est le lieu le plus inhumain qui ait été créé. C'est celui du non espoir.

**R-L-M : En quoi cet établissement est-il inhumain?**

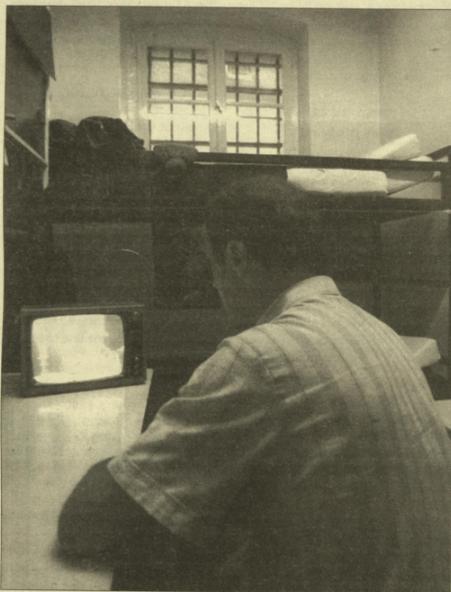
**Jacques :** Il est inhumain parce qu'il est plus que sécuritaire. Il ne laisse aucune illusion à personne, donc au détenu qui est acculé à se retrouver dans ce centre pénitentiaire. Et j'entends bien dans la maison centrale, et non pas la maison d'arrêt, car il y a la maison centrale et la maison d'arrêt. Je suis passé un moment dans la maison d'arrêt. Mais, c'est à la centrale que j'ai rencontré les détenus.

Celui qui se retrouve à la maison centrale, c'est quelqu'un qui n'a aucune chance de s'en sortir. Il sait qu'il n'aura aucun espoir, que rien ne va être fait pour l'aider et que, de surcroît, va la politique qui est menée, il risque de faire un nombre d'années de prison supérieur à celui de tous les autres détenus des autres prisons. Exemple : Alain Margrita avait les remises de peine automatiques, dans un autre établissement où il était auparavant, plus

Après la réouverture, il y a eu une logique différente mise en place par une partie de l'équipe de direction. Elle essaie de tempérer ce non espoir, d'apporter des activités, des ouvertures, de l'oxygène, la possibilité de responsabilisation des détenus à travers des rencontres avec l'extérieur, à travers des activités qui, elles aussi, vont être présentées comme la vitrine, à savoir la musculation, les échecs, etc.

Mais, dans la réalité, cela crée un paradoxe de plus, parce que se sont des gens qui veulent améliorer le fonctionnement de Moulins-Yzeure, mais, en face d'eux, ils ont un lobby pénitentiaire FO et UFAR qui maintient la stratégie de la tension, à

parité et une réflexion très poussée. Ils ont le sens du débat et de la gradation de la revendication par rapport à l'administration. Donc, tout le débat a porté sur quelles sont les revendications, quels moyens se donner et comment arriver à des revendications de type consensuel, quand on sait que, pour eux, finalement, il ne leur est laissé aucun espoir. Quand quelques-uns, qui sont des gens de bonne volonté, à Moulins-Yzeure essaient de mettre un peu d'humanité, il arrive soit d'en haut, soit de certains lobbys de surveillants, des contre-ordres et des dysfonctionnements qui invalident complètement le peu de tentatives d'humanité qui sont essayées.



savoir le système sécuritaire qui a été mis en place grâce à eux et qu'ils continuent à faire fonctionner dans leur propre logique.

On observera que le refus qu'ils ont pu avoir collectivement contre ce syndicat des surveillants Front national pénitentiaire, n'est rien d'autre que la volonté de garder la mainmise sur l'établissement. En empêchant le Front national d'exercer tant que tel, dans la réalité, ils ont mis en place des politiques qui sont, en fait, celles du Front national.

**R-L-M : Comment se sont passées les rencontres avec les deux groupes?**

**Jacques :** Cela a été intense, hyperchaleureux, une puissance qui dépasse tout ce que l'on peut dire avec des mots. Je pense qu'il y a eu une émotion immense, une solidarité, une fraternité magnifique. J'ai trouvé des gens solidaires. J'ai eu un premier groupe qui devait être de 37 détenus et un deuxième de 17. Les personnes que j'ai rencontrées sont hautement responsables. Simplement, ils ont une grande soli-

tarité et une réflexion très poussée. Ils ont le sens du débat et de la gradation de la revendication par rapport à l'administration.

Donc, tout le débat a porté sur quelles sont les revendications, quels moyens se donner et comment arriver à des revendications de type consensuel, quand on sait que, pour eux, finalement, il ne leur est laissé aucun espoir. Quand quelques-uns, qui sont des gens de bonne volonté, à Moulins-Yzeure essaient de mettre un peu d'humanité, il arrive soit d'en haut, soit de certains lobbys de surveillants, des contre-ordres et des dysfonctionnements qui invalident complètement le peu de tentatives d'humanité qui sont essayées.

**R-L-M : Quels sont les prisonniers qui se retrouvent incarcérés à Moulins-Yzeure?**

**Jacques :** Ce sont des détenus qui sont condamnés à des peines considérables. Etchevarria à 27 ans, certains ont 30 ans, d'autres 24 ans, 20 ans et, notamment les peines incompressibles. Beaucoup de ces détenus ont été considérés comme dangereux, soit par ce qui les a conduit en prison, soit par leur esprit de contestation à l'intérieur des établissements pénitentiaires. Donc, il y a là une forte concentration de détenus révoltés, conscientisés et politisés. Mais, aussi, de détenus que la situation d'une très longue peine sans espoir a conduit aux limites de l'explosion.

**R-L-M : Comment arrivent-ils à s'organiser, vu toutes les mesures sécuritaires à l'intérieur?**

**Jacques :** Ils parlent de s'organiser et, en cela, ils m'ont frappé par leur maturité. Ils ont montré une immense solidarité, une très grande réflexion, une énorme capacité de débat et, en permanence, une capacité d'écoute, surtout dans un des deux groupes, plus que dans l'autre, qui m'a stupéfié. Cela montrait un degré de maturité très important, surtout une capacité de dégager les grandes lignes de leurs réflexions pour arriver ensuite à l'action.

Le constat implacable d'une prison où il n'y a aucun espoir, aucune issue. Où il n'y a pas de possibilité de sortie, où, en fait, les détenus partent sur de longs trajets qui sont toujours de 15, 20 et 30 ans de prison, voire plus. Pour beaucoup, ils sont déjà en prison depuis 10, 15 ou 20 ans. Ce sont donc des logiques d'exclusion, voire d'extermination.

Je suis, par ailleurs, extrêmement étonné par leur modération. En fait, devant l'hypocrisie du système, la répression réelle derrière un discours un peu feutré et rassurant, je suis très surpris qu'ils ne soient pas immédiatement et épidermiquement dans la violence et la radicalité. Non, ce qui est intéressant, c'est qu'ils font le constat implacable du non espoir de Moulins-Yzeure, mais, en même temps, ils apparaissent capables de discuter, de débattre sur comment ils vont graduer les ripostes, les avertissements, avant d'en arriver aux dernières limites.

# prison du non-espoir

Je suis impressionné par le fait que, par exemple, ils parlent avec beaucoup de sérénité des « blocages ». Ils ont fait, l'autre vendredi, un blocage qui a posé des problèmes. Chaque fois que quelque chose ne va pas, ils font un blocage, refus de remonter de promenade, etc. Et, toujours après débat, après discussion entre eux, soit pour soutenir un copain, soit pour obtenir un droit. Un des problèmes préoccupant, à Moulins-Yzeure, c'est que l'on ne leur donne pas du tout la possibilité de s'en sortir. Ils ne pensent pas utile que l'on ait de la compassion pour eux à l'extérieur, quand ils paient les pots cassés de leurs actions, considérant que cela fait partie de leur quotidien de se faire tabasser, insulter, mettre au mitard ou à l'isolement.

Les deux groupes fonctionnent de la même façon avec une énorme cohérence et un grand sens de la discussion. Certains ont du mal à écouter, mais, comme ils sont nombreux, ils arrivent à faire fonctionner une règle de groupe, afin que tout le monde ait pu s'exprimer ou presque. Et, en tout cas, si certains ont une capacité d'expression supérieure à d'autres, il n'en reste pas moins que tous, que ce soit Lionel Cardon, Thierry Trébutien, Etchevarria, Gaby Mouesca ou les autres, ils arrivent tous à prendre la parole, à donner leur point vue et à dire comment ils veulent agir.

Je vais donner un exemple, que j'ai trouvé absolument édifant. L'autre semaine, il devait y avoir une visite de Jacques Toubon, le Gardé des Sceaux. Or, deux stratégies avaient été esquissées entre eux. L'une qui devait être une action plus dure et l'autre une action de débat avec le Gardé des Sceaux. Les deux parties se sont confrontées. Les prisonniers ont discuté entre eux et, en réalité, a prévalu le parti de la négociation, du débat avec Toubon. C'est quand même un exploit que des détenus acculés à de si longues peines et à la dernière limite de l'activisme, soient capables d'entendre le clan, si je puis dire, ou le courant de ceux qui parlaient d'un débat, d'une rencontre avec le Gardé des Sceaux, pour l'expression de leurs revendications. Or, sur quoi sont-ils tombés?

Même la direction est accablée, maintenant. Jacques Toubon n'a rien trouvé d'autre de mieux à faire que de jouer le matamore, de dire qu'il y aurait des peines alternatives pour les petits délits, mais que, de plus en plus, il y aurait de longue peine et des peines incompressibles, que, de toute façon, pour eux, c'était la logique des longues peines et donc d'un système carcéral qui était propre aux délits ou aux crimes qu'ils avaient commis et qu'il ne fallait pas attendre de l'administration pénitentiaire et de la justice la moindre complaisance.

Les détenus l'ont tous ressenti comme un camoufflet, un affront, une attitude de mépris. Il est bien clair que ceux qui l'avaient emporté, avec la position du dialogue et de la négociation ont, quelque part, perdu des points. Le gros problème, c'est

que tout le monde a perdu avec cette rododromade de Toubon. D'abord, ceux qui ont voulu négocier ont été obligés, de mettre la pédale douce. Ceux qui voulaient agir de manière plus radicale ont marqué des points et sont prêts à faire passer maintenant leur position. Même les représentants de l'administration locale sont effondrés, en disant : « Lui, il vient jouer la stratégie de la tension et après, il s'en va. Et, qui est-ce qui va engranger les conséquences de cette politique? C'est nous ».

Jacques Toubon a voulu jouer les gros durs, parce qu'il était défensif et avait la trouille. Il voulait jouer le Gardé des Sceaux.

**R-L-M : Tu parles de deux groupes qui ont l'air très organisés, mais est-ce que l'ensemble des 120/130 détenus sont solidaires et participent aux blocages?**

**Jacques :** Pour les actions et les blocages, ils ont des passerelles de communication, que ce soit par le sport, les activités et le reste. Mais, ce qui est intéressant, c'est qu'à chaque fois qu'il y a des mouvements, ils sont suivis à 85/90%. Il y a vraiment une capacité de mobilisation due au fait que l'administration pénitentiaire leur offre quasiment sur un plateau royal le désespoir comme réelle motivation à se révolter et à lutter. Et, comme il y a plein d'activités qui ne peuvent pas être supprimées, elles font partie de la vie collective et sont l'occasion, à chaque fois, au minimum, de blocage. C'est devenu presque une stratégie conventionnelle à Moulins-Yzeure. Ils font un blocage. On envoie les CRS ou les gardes mobiles. Et, d'ailleurs, c'est même un jeu, puisqu'avec les gardes mobiles, il y a un chien, que tous les détenus connaissent et aiment bien, « Titus ».

Alors, quand ils voient arriver « Titus », ils font comme dans les manifs. Ils crient « Titus, Titus, Titus ». C'est devenu une mascarade.

**R-L-M : Y a-t-il des sanctions qui sont prises après tous ces mouvements?**

Oui, parfois, mais l'on sait bien aussi, dans une centrale comme celle de Moulins-Yzeure, je ne vois pas très bien ce que l'administration peut avoir comme mesure dissuasive, puisque c'est le cul-de-sac de la France. Donc, qu'il y ait des sanctions de temps en temps, des mecs mitardés, oui, mais cela ne peut pas aller très loin, en tout cas. Pour eux, ce n'est pas du tout dissuasif, puisque dans la réalité, tout ce que l'on peut leur proposer et, en particulier, le fait d'être transférés, cela ne peut qu'aller mieux pour eux.

**R-L-M : Y a-t-il des mutilations, des tentatives de suicide et des suicides?**

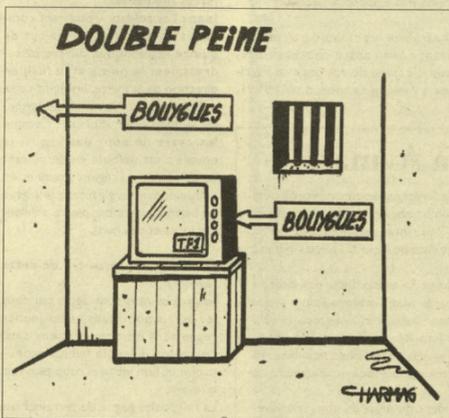
**Jacques :** Oui, mais pas tellement, parce que, pour bonne partie, ils sont dans la lutte. Ils sont tellement révoltés que cela passe plutôt par l'action, par les revendications et la

solidarité. Pour eux, c'est plutôt l'affrontement, la dialectique, la discussion qui importent.

Maintenant, il y a un autre problème qu'il faut évoquer et qui est propre à Moulins-Yzeure. Il semblerait que, dans un souci de dissuasion, mais aussi peut-être afin de diviser, de mieux régner, l'administration pénitentiaire ait saupoudré la population carcérale de cas psychiatriques. C'est-à-dire des détenus qui sont tellement cassés, démolis qu'ils sont dans une logique d'autodestruction. Pour eux, il n'y a pas de possibilité de lutte. Ils sont implosés, isolés et, face à la répression, face à des sanctions possibles et face aussi aux traitements qui les transforment en zombies, ils leur restent les automutilations et les tentatives de suicides. Il sont un certain nombre.

Le motif des délits de ces détenus n'a pas été abordé, sauf pour quelques uns qui étaient des opposants au système et qui ont subi des traitements chimiothérapeutiques tellement puissants qu'ils ont été transformés en robots, selon leurs mots. Ils reviennent le droit à l'affectivité et à la sexualité. A partir de là, ils m'ont expliqué qu'à Moulins-Yzeure, il y a tout le temps des surveillants qui sont en train de regarder, d'espionner pendant les parloirs, de mater les jambes des femmes pour voir s'il ne se passe rien d'interdit et des rappels à l'ordre permanents du style : « Reprenez une tenue correcte, cessez de vous avancer comme cela, revenez à votre place ». Des propos particulièrement insupportables. C'est vrai à la centrale, mais aussi à la maison d'arrêt, où il y aurait eu deux condamnations pour « outrages aux mœurs ou attentats à

**R-L-M : Est-ce que, dans cet enfer, les parloirs ont été prévus?**



**Jacques :** Je voudrais rajouter une précision par rapport au mitard. En fait, le mitard les fait rigoler. Ils ont une attitude complètement fataliste, qui leur fait considérer que les brimades, les humiliations, le prétoire, le mitard fait partie de leur parcours militant. Donc, c'est vrai que, face à cela, l'administration ne peut plus rien contre eux. La prison a créé une telle logique de l'absurde que les punir ne sert strictement à rien. Ce sont des individus beaucoup

trop conscientisés pour tomber dans la logique de la faute et de la punition.

Pour en revenir au parloir, c'est un autre problème. Dans les deux groupes, nous avons été amenés à parler de la revendication des parloirs intimes. Et cela été très intéressant, surtout dans le deuxième groupe, parce qu'ils ont débattu des concepts « parloir intime » et « parloir sexuel ».

Là, je leur ai fait un exposé historique de ces luttes, parce que j'ai quand même été l'un des initiateurs de cette question en France. Mais ils ont bien dit que c'était scandaleux que l'on soit aussi en retard sur beaucoup d'autres pays, où, en réalité, le parloir intime a été mis en place. Mais il est bien évident que cela n'existe pas à Moulins-Yzeure. Ils ont dit clairement qu'il y avait un progrès qui était de l'ordre de la dérision, c'est-à-dire, que le dispositif de séparation avait été abaissé de 30 cm. Ils sont toujours dans un parloir surveillé, où il n'y a aucune possibilité d'intimité.

Ils revendiquent le droit à l'affectivité et à la sexualité. A partir de là, ils m'ont expliqué qu'à Moulins-Yzeure, il y a tout le temps des surveillants qui sont en train de regarder, d'espionner pendant les parloirs, de mater les jambes des femmes pour voir s'il ne se passe rien d'interdit et des rappels à l'ordre permanents du style : « Reprenez une tenue correcte, cessez de vous avancer comme cela, revenez à votre place ».

Des propos particulièrement insupportables. C'est vrai à la centrale, mais aussi à la maison d'arrêt, où il y aurait eu deux condamnations pour « outrages aux mœurs ou attentats à

la pudeur ». Ces détenus ont été sanctionnés judiciairement. C'est dire à quel point c'est arriéré, à quel point il y a urgence, à quel point, dans ce domaine-là, rien n'est fait.

**R-L-M : Comment voient-ils d'une façon concrète la mise en place de ces parloirs intimes?**

**Jacques :** Pour eux, cela doit être un endroit où il n'y a pas de surveillance. Un endroit où ils peuvent être tranquilles pendant deux ou

trois heures, où ils ont la possibilité de voir leur compagne, leur copine ou leur femme, sans que des surveillants viennent mettre leur nez là-dedans. Cela veut dire en clair que, si le détenu et sa compagne sont d'accord, il sera possible de faire l'amour. Mais cela ne sera pas obligatoire. Simplement, pendant ces deux ou trois heures, ils sont tranquilles, ils vivent un moment d'intimité qui débouche ou non sur une relation physique. C'est quelque chose qu'ils revendiquent, qu'ils réclament, en disant que ce n'est pas assez revendiqué et que même entre détenus, ils n'en parlent pas assez.

**R-L-M : Avez-vous abordé le thème de l'abolition de la prison?**

**Jacques :** Oui, mais c'est un débat sur lequel ils ont l'air bien désabusés. Ils ont compris que de plus en plus pour les petits délits, on va admettre le principe de peines alternatives, mais que, par contre, il ne serait pas question de supprimer la prison pour les grosses peines. Cela leur paraît très inquiétant. Autant on va leur donner le sentiment qu'il y a un progrès possible pour les petites peines, autant il semblerait qu'il y aurait un renforcement en matière de longues peines, qui seront de plus en plus dures et aussi de plus en plus longues.

Alors, cela veut dire qu'ils n'ont plus rien à attendre, même si il y a un progrès pour les autres. Ils ont été amenés à dire, finalement : « Nous, il y a tellement peu de chances, mais pas seulement pour nous, mais aussi pour ceux qui viendront après nous, qu'il faut bien que l'on se batte pour l'amélioration des conditions de détention, parce que l'on a pas grand chose à espérer ».

Donc, ils ont aussi remarqué, et ça, c'était surtout Etchevarria, qu'en fait, ce qui va se passer, la société capitaliste, qui fonctionne sur une logique économique, va de plus en plus récupérer les idées contestataires à travers les alternatives, mais renforcer son système sécuritaire, avec des prisons comme Moulins-Yzeure. Ils sont arrivés aussi à cette remarque que, selon eux, le système capitaliste, qui est basé sur le profit de quelques uns et l'exclusion du plus grand nombre, à besoin, pour tenir, du chien de garde de la prison. C'est pour cela qu'ils pensent que la société capitaliste n'abolira pas la prison. Par conséquent, il y a un énorme combat à mener, peut-être, en attendant, pour l'amélioration des conditions de détention. Si on veut, à plus ou moins long terme, que la prison soit abolie, il est nécessaire que ce soit la société qui change. Dans la société actuelle, il n'est pas question que la prison disparaisse, parce que cela fait partie du dispositif de dissuasion. Si on arrive à une société plus juste et plus égalitaire, là, oui, peut-être, il serait possible d'abolir la prison. Mais, pour eux, c'est clair, on en est très loin.

suite et fin  
la semaine prochaine

A PROPOS DE MAKHNO

## La mémoire n'était pas soluble dans le stalinisme

**L**A CHAÎNE DE TÉLÉVISION ARTE vient de nous programmer le superbe film d'Hélène Chatelain « Nestor Makhno, paysan ukrainien », récapitulant l'œuvre et la vie de cette figure emblématique dont la mémoire des luttes résonne aujourd'hui d'un écho d'une nouvelle clarté. Vaincus par l'armée rouge de Trotsky, plus systématiquement pourchassés que n'importe quelle autre opposition. Puis la terrible famine artificiellement créée par Staline durant les années trente – et les déportations massives – coûtèrent la vie à plusieurs millions de paysans rétifs à l'étatisation et à la suppression des soviets libres. Suivirent des décennies d'une effroyable dictature et une Seconde Guerre mondiale dont l'Ukraine fut aussi le terrain. Après cette série de cataclysmes il ne devait donc rien rester des hommes et des femmes ayant participé en personne à cette époque. Quant à la fameuse mémoire collective, la moulINETTE propagandiste et ses moyens formidables avaient dû achever le sale boulot. Et puis, avec le temps va, tout s'en va... La chute de la société totalitaire ne devait théoriquement laisser qu'un désert des plus arides dans les cerveaux de cette fin de siècle. Contre toute attente d'authentiques combattants makhnovistes ont survécu aux purges permanentes sans pour autant trahir de combat de leur jeunesse. Quelques rares momies conservées dans d'obscurs placards ? Absolument niet ! On rencontre là-bas, sans chercher, de nombreux jeunes se réclamant de Makhno et de son idéal. Une nostalgie, une mode politique ? Nitchevo Tovaritch ! Toute une littérature, toute une « presse » clandestine, est surgie dès la fonte de la chape de plomb marxiste. Comme un écho à ce film, je rencontrai récemment dans notre Sud-Ouest la petite-fille d'un de ces combattants de la liberté toujours en vie. Digne fille de Cosaque de



l'anarchie, ce petit bout de femme d'à peine trente ans participa à la réaction populaire spontanée qui, à Kiev, durant l'été 1991, fit face à la tentative de coup d'Etat militaire parti de Moscou. « Plutôt mourir en combattant que revoir les communistes au pouvoir ! » criait-elle tout en préparant des cocktails-Molotov avec d'autres jeunes. Ils reprurent alors le célèbre slogan de leurs glorieux aînés : « la liberté ou la mort », brandissant le même drapeau face au cadavre politique communiste décidé à dévorer une dernière fois. C'est alors qu'elle allait rencontrer celui qui deviendra son époux, Jean, mineur français, bilingue d'ascendance ukrainienne. Bien qu'ayant depuis fondé famille en France, le couple retourne régulièrement dans un pays qu'il connaît bien, où il garde des attaches familiales. Voici donc un extrait de quelques notes prises lors d'une conversation avec Jean.

**Jean :** Seul les moins de trente ans ayant connu autre choses réagissaient à l'idée de voir les chars arriver à Kiev en ce mois d'août 1991.

Des milliers d'entre eux se sont spontanément regroupés dans la capitale dès l'annonce de la tentative de coup d'Etat militaire. Ça affluait de très loin, par tous les moyens possibles, le pays est immense... Les gens d'âge mûr étaient apathiques, voire hostiles. Ils se faisaient traiter de « saucissonnards » : « Ils ne pensent qu'à leur bout de saucisson et leur verre de vodka ! Ils sont foutus ! »

**Franck :** Que faisais-tu ?

**Jean :** Je filmais. Depuis 1982, je venais filmer clandestinement pour le compte de divers dissidents. J'étais aussi à Berlin à la chute du mur, là où la tyrannie tombe, j'y vais ! Et le 24 août c'était la proclamation de l'indépendance, confirmée plus tard par référendum.

**Franck :** Quelle fut l'attitude des forces répressives ?

**Jean :** Les soldats – pourtant composés en partie d'originaires de quinze républiques différentes – dressaient le poing et le fusil en direction de la milice, insultant cette police du parti. Ça aurait pu basculer là, mais pour aller où ? Comme les chars ne sont pas venus, le peuple s'est défilé en détruisant les symboles du régime honni et en déboulonnant la gigantesque statue de Lénine, pierre par pierre pendant des jours et des nuits.

**Franck :** Que reste-t-il de cette révolte ?

**Jean :** Les gens sont déçus par tous les partis politiques et les jeunes regrettent de n'avoir mieux saisi l'occasion. C'est la faillite économique et l'on vit beaucoup plus mal qu'avant.

La religiosité gagne du terrain. Mais tout n'est pas noir : j'ai eu connaissance, récemment, d'un projet de stèle, de monument, à la gloire de la Makhnovtchina... et des chansons populaires reprennent souvent – vodka aidant – la saga Makhno. L'une d'elles, la plus répandue, vient d'un vieil air de folklore de la province de Kolomyja, dont les paroles ont été changées entre 1920 et 1939, car cette région a été rattachée à la Pologne durant cette période. Elle dit : « Tremblez tyrans bourgeois, les idées de Makhno se réveillent et la

la Révolution d'octobre ». Je n'exagère rien en disant que la mémoire est encore fraîche et des « reliques » ont été cachées durant sept décennies par des familles, comme le sabre de Makhno qui va trouver sa place dans un petit musée populaire en constitution à Goulai-Polié, sa ville natale. Le grand-père de mon épouse n'a pas dit à sa descendance qu'il avait rejoint les partisans dès l'âge de seize ans. Je suis le premier à qui, en 1993, il a osé dire la vérité, la peur avait disparue, il avait retrouvé la fierté de sa mémoire.

**Franck :** Une mémoire du futur ?

**Jean :** Une authentique anecdote pour finir : le 18 août 1991, sur un stand makhnoviste dans une foire locale de Zaporogia, la capitale des cosaques, Zaporogues, je croise un ancien combattant de la guerre d'Afghanistan qui me dit ceci : « Là-bas mon officier me demande d'où je suis originaire en Ukraine. Je réponds Goulai-Polié. » « On vous surveille vous autres, ceux de cette région, vous êtes à part... » Ça m'a fait l'effet d'un choc salutaire et j'ai alors décidé de m'intéresser au sujet. Pourquoi nous ne voulions-ils ainsi depuis si longtemps ? Grâce à ça j'ai retrouvé mon identité, je suis devenu anarchiste. Notre mémoire est notre avenir.

Franck Thiriot

corde qui vous pendra est déjà tréssée ! ». En 1936, les journaux faisaient régulièrement paraître des articles – très positifs – sur l'épopée anarchiste.

**Franck :** Peut-on voir là le signe d'une tentative de récupération par les nationalistes ?

**Jean :** Je ne pense pas, car la mémoire est trop fraîche et les indépendantistes ont toujours reproché à Makhno d'avoir « sauvé

### Forum

samedi 22 mars à 16 h 30

avec Marie-Claire Calmus, auteur de  
*La cantate du Val Fourré*

Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011.

à la petite semaine

### Quel naufrage ?

L'histoire moderne de l'Albanie montre que voilà maintenant plus de soixante années que les vautours les plus immondes dominent au « pays des Aigles ». Tour à tour envahie par l'Italie mussolinienne, étouffée et rendue exsangue durant un gros demi-siècle par la dictature paranoïaque d'un pur produit du marxisme-psychiatrie le plus délirant, vendue enfin aux deux mafias affairistes en plein essor depuis la chute du Mur, la communiste recyclée et la criminelle ordinaire, la population albanaise a paru lassée des charognards qui la dépècent et ont fait d'elle laplus misérable du continent européen.

Depuis, presse, télévision et radio de nos démocraties nous invitent à nous inquiéter avec elles de voir le pays s'enfoncer chaque jour davantage dans le désordre et l'anarchie. Or que nous dit-on ? Des villes tombent mollement, l'une après l'autre, aux mains de leurs habitants, les portes des casernes s'ouvrent, offrant sans résistance leur immense arsenal aux insurgés. Des policiers, officielle et secrète, qui se terrent, une armée plus que bienveillante, pas de guerre civile et, dans ce « chaos », un nombre total de victimes, depuis le début du soulèvement, à peu près semblable au lot quotidien de morts violentes enregistrés par des villes hautement civilisées comme Washington ou Los Angeles.

On évoque, dans l'actuelle situation albanaise, l'apparition de gangs mafieux. Comme si ceux-ci n'étaient pas, précisément, avec leurs alliés gouvernementaux, à l'origine des événements. Comme si les partis politiques de là-bas, sinistres maquereaux ayant mis le pays en coupe réglée, ne méritaient pas eux aussi, sans exception, d'être désignés par cette expression.

Ainsi donc le rafioteur prendrait l'eau et l'Albanie ferait naufrage. Quel naufrage, sinon celui d'un Etat hautement criminel depuis des décennies ? Il nous semble au contraire voir des galériens à juste titre fatigués de ramer au profit d'une capitainerie pourrie, et les rats quitter le navire. Reste à donner le bon cap à la mutinerie.

Floréal

### Rencontre à Aymare

Colonie espagnole autogérée qui, dès la fin des années trente, accueillit des hommes et des femmes mutilés dans le conflit provoqué par la contre-révolution conduite par Franco et ses sbires. Puis vint la guerre européenne de 1939/1945 avec son cortège d'atrocités ; à Aymare (dans le Lot), les militants (e) s'en exil répondirent toujours présents !

Cette entraide se prolongea jusqu'au début des années 1960, puis cessa du fait d'impondérables. Beaucoup d'entre nous, jeunes et moins jeunes, n'eurent jamais l'occasion de (ou ne purent) venir à Aymare. Nous pensons qu'il est de notre devoir aujourd'hui, toutes et tous, de rendre vivante la mémoire de ce que voulurent, les compagnes et compagnons espagnols, impulser – au travers de leur vécu en collectivité –, de notions de solidarité antifasciste, de fraternité, d'égalité et d'entraide...

Relancer l'idée de concentration, vient du désir de nous retrouver ensemble, pour parler de nos expériences, raviver nos idées, échanger souvenirs et rêves à venir. L'année précédente a vu passer nombre de vieux compagnons et de jeunes très intéressés par cette forme de convivialité. Pour répondre aux désirs exprimés du plaisir à se retrouver en collectivité, cette année, nous organisons une rencontre étalée sur la quinzaine du samedi 14 au dimanche 29 juin 1997

Un repas fraternel sera organisé le 14 à midi. Chambres d'hôtes (dans les alentours) ou camping (sur la propriété) sont possibles. Un plan d'accès et les tarifs correspondants vous seront envoyés par retour. Les jours suivants seront laissés à votre initiative. Nous nous efforcerons de tenir un économe de façon à satisfaire les besoins quotidiens de toutes et de tous.

Renseignements et inscriptions :  
C.I.R.A.S. 61, rue Pauly, 33130 Bègles. Tél. : 05 56 49 46 08.

LECTURE

# Le hasard et la nécessité ou comment je suis devenu anarchiste

**A**U SORTIR D'UNE RÉUNION, d'une assemblée, à l'occasion d'une vente militante, d'un congrès ou de rencontres diverses, il arrive aux anarchistes, organisés ou non, de se retrouver entre amis autour d'un verre, d'une table, et là, abandonnant le parler souvent trop figé, trop étrié, du militant, laissant de côté les préoccupations politiques du moment, il leur arrive aussi de se raconter un peu... puis un peu plus... beaucoup parfois... passionnément aussi, mais toujours simplement, humainement.

Ce fut le cas un soir de février de l'an passé, sur cette île d'Oléron où une poignée d'indomptés, on ne sait pourquoi non totalement séduits par l'enseignement de la République, s'acharnent à faire vivre Bonaventure, une école qu'il conviendrait de qualifier tout simplement de libre si les enragés du crucifix n'avaient galvaudé l'expression. Dans leur belle préface à cet ouvrage (1), pleine de questions non destinées à des champions mais à des êtres tâchant avec conviction d'occuper pleinement leur veston, Jean-Marc Raynaud et Roger Noël, coéditeurs car respectivement responsables des éditions du *Monde libertaire* et d'*Alternative libertaire*, racontent donc comment l'une de ces chaleureuses et fraternelles soirées a fait naître en eux l'idée de cette brochure.

Comment, pourquoi est-on, devient-on libertaire? Et si, se dirent les compères, plutôt que de se raconter cela en petit comité, le vin et l'amitié aidant, nous posions cette question à quelques-uns de nos camarades, un peu partout

en France et en Belgique? Belle et généreuse idée! Une première, à ma connaissance, et une première superbement réussie! Sitôt dit, sitôt fait, donc... et le résultat est là, sous la forme d'une brochure d'une petite centaine de pages à la fois délicieuses, bouleversantes et drôles!

Au total, une trentaine de ces curieux personnages aux « foutues idées », comme chantait le poète, ont résumé leur itinéraire et nous disent ici, avec des mots simples et vrais, le chemin parcouru qui les a menés à cet idéal que nous partageons. Il y a là des femmes, des hommes, des jeunes, des vieux, des organisés, des non-encartés irréductibles ou momentanés, et cette simple diversité là, en ne cherchant pas à glaner les témoignages de militants connus, de « personnalités » habituées plus que d'autres à l'expression écrite ou parlée, ne constitue pas l'un des moindres mérites de ce petit livre passionnant.

Au début, référence presque obligée mais toujours émue à cette Espagne qui porta dans le cœur un monde nouveau tué dans l'œuf, il y a cet arrière-grand-père catalan, avec sa charrette et ses ânes, refusant tout net de céder le passage à une procession. Si l'évocation de

cette histoire peut aujourd'hui faire sourire, celui qui nous la raconte, Pépito, quatre-vingts ans, la CNT-FAI de Barcelone chevillée au cœur, n'oublie pas de rappeler que cette saine révolte ne pouvait pas aller sans conséquences à la fin du siècle dernier dans un village espagnol. Elle nous permet en tout cas de lire avec tendresse ce témoignage à la fois semblable et différent de ceux qu'ont pu laisser avant de nous quitter ces milliers de compagnons de l'exil

libertaire, comme Pépito, suivi quelques pages plus loin de sa propre fille, Thyde, dépositaire d'un héritage familial anarchiste comme on n'en fait plus, et qui nous dit, précisément, ce qu'elle doit à une telle famille dans ce qu'elle est et ce qu'elle demeure.

A la fin, il y a Mickey, la cinquantaine, l'uniforme aux orties, qui faisait peut-être, écrit-il non sans humour, de l'anarchie comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, sans le savoir, et qui, sans s'engager (il l'a déjà fait une fois mais c'était dans la gendarmerie, eh oui!), nous conte à sa manière, fort attachante, sa rencontre avec les libertaires et toute l'importance du « respect des autres et de soi-même ».

Mais entre ces deux-là, Pépito et Mickey, d'autres, beaucoup d'autres se racontent, et dans leurs écrits alternent les colères, les révoltes, les espoirs, les désespoirs, mais toujours, se dégageant de chacun d'eux, une émotion formidable que pour ma part, cela dit sans chichis, je crois n'avoir rencontrée que très rarement dans un ouvrage « militant » depuis tant d'années passées dans ce mouvement libertaire.

Bien sûr, il y a les « Obélix de l'anarchie », tombés tout-petits dans la marmite où mijote la potion libertaire concoctée depuis des générations par des aïeux et des parents originaires des lointaines Catalogne et Andalousie. Ceux-là, comme Pépito, Thyde, Azurra, Jacinte, nous disent l'importance positive de l'environnement familial pour expliquer aujourd'hui leur présence parmi nous.

Et puis il y a les autres, pour qui la famille a joué là encore un rôle considérable mais ô combien négatif, et ce sont alors les récits terribles, bouleversants et révoltants de ces enfances et adolescences sacagées, piétinées par une autorité parentale ignoble, le plus souvent teintée d'eau bénite. Ces témoignages-là sont inoubliables, et c'est à leur lecture qu'on se dit qu'il n'est sans doute pas hasardeux que l'idée de ce livre soit née sur ce bout d'île où tout est fait pour que des enfants n'aient pas un jour à raconter des choses semblables. Merci à toi, particulièrement, Gabriel, pour cette page à pleurer de rage et qui nourrira pour dix siècles encore la révolte de ceux que la connerie épaisse insupporte plus que tout.

Il y a Marisa, formidable Marisa, Choquet, Muriel, l'amie Nicole avec sa poésie, toute de tendresse désespérée, il y a... il y a... toutes et tous, qui nous disent

et redisent l'importance de l'amour, des rencontres, des livres, des chansons et... des marchandes de bonbons.

Jamais l'envie de glaner ici et là, pour vous en offrir la lecture, des bribes de phrase, voire des paragraphes entiers, ne m'aura autant démangé. Mais l'implacable sélection à laquelle les lois de la pagination me contraindraient m'est impossible, car nul ne mérite ici de rester dans l'ombre. Répéterai-je jamais assez combien ce recueil de textes vous touchera comme il m'a ému, amusé et interpellé aussi parfois, car ni l'esprit ni la réflexion ne sont absents de ces pages?

Si cette brochure rassemble principalement des femmes et des hommes qui ont avec courage et ténacité dit non à un avenir tracé par d'autres qu'eux-mêmes, parents et société hostiles à toute liberté, elle est aussi et surtout, dans chacune de ses pages, remplie de vies qui disent oui à la vie, la vraie, celle qui viendra. Lisez ce livre, il est beau.

Floréal

(1) *Le hasard et la nécessité. Comment je suis devenu anarchiste.* Éditions du *Monde libertaire* (Paris) et éditions *Alternative libertaire* (Bruxelles). En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 40 F.



## Le beurre et l'argent...

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le *Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

L'histoire commence le 21 octobre 1996 par une descente de gendarmerie au... peloton autoroutier A9 de Rivesaltes (dans les Pyrénées orientales). Dix gendarmes sont interpellés, gardés à vue dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour « corruption, concussion, faux en écriture et usage, vols et recels de vols »... Rien que ça (*L'Indépendant* du 22-10-96).

A l'époque, l'affaire — concernant la gendarmerie — fait grand bruit dans le département. Il y est question de malversations diverses, de détournements d'argent, de trafic en contrebande de boissons alcoolisées... De quoi réjouir plus d'un antimilitariste. Finalement, cinq gendarmes sont placés sous contrôle judiciaire strict, cinq autres sont écroués (aujourd'hui, un d'entre-eux est libéré sous caution).

Un mois plus tard, un trafic de voitures est repéré, concernant toujours le même peloton, avec la mise en examen de complices civils dont un carrossier et un expert automobile de Perpignan... L'histoire est un peu oubliée de la population quand le 21 février dernier (*L'Indépendant* du 24-02-97), la « Police des polices » (l'IGPN) effectue des perquisitions dans les locaux de la DDCL-LEC (ex-Police de l'air et des frontières) basée au Perthus.

« L'enquête sur le trafic international de voitures qui transitaient par Perpignan est [donc] passée à la vitesse supérieure... » En effet, cette action de la Police des polices faisait suite, selon le journaliste, « à la remise en liberté inattendue par la Chambre d'accusation, du capitaine de police Henri Pomedo... » Le service de surveillance et de contrôle craignait en effet que « des documents non encore récupérés dans le cadre des investigations soient détruits ».

On apprend par la même occasion que cette descente de la police des polices fait suite à une première, déjà effectuée il y a un an... Les « bœufs carottes » avaient alors entendu le même Henri Pomedo, responsable à l'époque de la brigade spéciale de lutte contre les trafics de voitures volées... On ne rêve pas... Pas de suite à l'époque mais le policier avait fait l'objet d'une mutation dans une autre unité.

Mais, pas de chance pour notre capitaine de policier, son nom, précise l'auteur de l'article, « est réapparu en octobre 1996 lors de l'enquête menée après l'interpellation d'une dizaine de gendarmes du peloton d'autoroute A9 de Rivesaltes »...

Le capitaine Henri Pomedo « est soupçonné d'avoir profité de l'aubaine pour, avec des complices présumés, remaquiller et revendre à des amis » des véhicules récupérés après avoir été volés.

« A l'ex-police de l'air et des frontières », rapporte le journaliste, « vingt fonctionnaires sont en maladie ces derniers jours... Diable, voilà des gens qui vous piquent votre mobylette et quand ils se font choper, ils nous la jouent « fille de l'air » et des frontières ! Voilà de quoi nous rassurer une fois de plus sur des services chargés de... lutter contre des trafics en tous genres. Nous nous permettons juste un petit conseil : quand vous êtes au volant des véhicules volés, évitez donc de bavarder, sinon ça peut déraper... »

Allez, à la semaine prochaine, pour d'autres bavures et d'autres malversations policières.

Le fouineur

## copinage

**Munchies** en concert au Vendémiaire jeudi 20 mars à 20 heures au Vendémiaire (centre commercial Croix de Chavaux), Montreuil.

**Marie-Josée Vilar** sera le lundi 24 mars à 20 h 30 au théâtre Clavel (3, rue Clavel 75019). Places 100 F et 80 F.

**Festival Punk sur Seine** au CAES le 29 mars à partir de 14 heures au 1, rue Edmond Bonté, Ris-Orangis (91). Nombreux groupes, tables de presse, disques, fanzines... Entrée 40 F (fin du festival prévue avant le dernier train).

**Les Barbouzes**, jeune orchestre prometteur (blues, rock) se produira à Joinville-le-Pont, au King stone café (28, rue Chapsal; 01 45 11 20 76), le jeudi 27 mars.

## RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

vendredi 21 mars à 16 heures :  
*Reflexe* reçoit Nicole Leibowitz, auteur de « L'affaire Carpentras ».

samedi 22 mars à 11 h 30 :  
*Chroniques syndicales*  
« Budgets galères, hospitaliers en colère ! »

dimanche 23 mars à 20 h 30 :  
*Jazz en liberté* programme Bavid Moss Dense Band en public (1987); Jacques Tholot sextet (1996); Steve Mc Craven sextet (1994)

dimanche 23 mars à 10 heures :  
*L'Iconoclaste* invite Sam Braun du Cercle mémoire et vigilance; il sera question du fascisme...

# Lettre ouverte au Monde et à Jean-Denis Bredin

**L**E MONDE DU 1<sup>ER</sup> MARS NOUS livre un intéressant « Ne pas ressembler au Front national » de la main de Jean-Denis Bredin. L'essentiel de la réflexion du sociétaire de l'Académie française est d'une très grande teneur et le militant anarchiste que je suis la partage en grande partie... Ce qui m'en éloigne sur le fond est sans conteste cette propension, cette récurrence devrais-je écrire, que partage M. Bredin avec beaucoup d'autres intellectuels, à considérer que « le combat contre le capitalisme triomphant est révolu du fait que le rêve marxiste s'est dissipé... » Je préciserais pour ma part que ce que vous nommez le « rêve marxiste » s'est mué dès l'origine en un cauchemardesque « communisme autoritaire » et qu'il a donné naissance aux pires excès par bolchevisme et léninisme interposés. Exit donc du marxisme, mais pour autant la révolution sociale reste à faire et, si les soubassements sociétaux inégalitaires qui la rende indispensable (et inévitable) reste eux bien réels, les éléments de la contestation et la proposition anarchistes (aussi) objectivement et dans tous les cas loins d'être révolus ! Vous écrivez Monsieur Bredin que les grands intellectuels fondateurs de la doctrine ont disparu... Pensez-vous qu'il n'y ait eu qu'une seule susceptible de fournir le cadre – et les « cadres » – d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'aliénation ? Si oui, et dans ce cas seulement, vous vous rangeriez dans le camp de la « pensée unique ». Celle qui ne survit (ou ne se survit) qu'en niant les autres, au besoin en les interdisant voire même en les éradiquant.

Vous faites à la suite de cela, une allusion au combat contre le FN combat « nous » donne vite bonne conscience... Cette preuve de « démocratie » et ce brevet que « nous » nous attribuerions seraient uniquement bonne conscience et risqueraient alors de « nous » suffire... Ceci est en partie vrai M. Bredin. Pour la classe politique dans son ensemble effectivement, le combat lui suffit ! Celle-ci est totalement empêtrée dans les rets de la « démocratie parlementaire et partisane ». Cette démocratie du nombre trouve sa limite dans sa dimension citoyenne, dimension qui gomme le caractère de classe des affrontements sociétaux afin de générer du consensus « patriotique », « nationaliste » ou tout simplement « communautaire ». Non Monsieur Bredin, tout le monde n'est pas indifférent à la misère et aux difficultés sociales et économiques nombreuses qui frappent l'essentiel des habitant(e)s de l'Hexagone. Tout le monde ne limite pas l'antifascisme au seul national dès lors que le fascisme au quotidien se nourrit des inégalités sociétales et « démocratiques »... Des rapports hiérarchisés et de pouvoir entre les individus et les groupes, qui induisent des comportements de maîtres et d'esclaves. L'égalité ne nous est pas indifférente puisque nous militons pour une égalité sociale et économique complète et maîtrisée. Nous ne détestons pas les gens qui pensent autrement que nous-mêmes. Nous nous préoccupons de la démocratie réelle, la démocratie directe, sans perte de souve-

raineté, au point que nous acceptons le débat avec les autres, y compris celles et ceux qui y sont opposés ! Quant aux lois, Monsieur Bredin, elles ne nous concernent pas dès lors qu'elles nous sont imposées et qu'elles légitiment un fonctionnement sociétaire générateur d'inégalités, d'exploitation, d'aliénation, d'inhumanité, d'exclusions de tous ordres et de... fascisme ! Nous ne voulons en effet pas ressembler au Front national, pas plus du reste que nous ne voulons ressembler à tous ces nantis, ces pansus et ces replets, apprentis capitalistes, libéraux ou étatistes, qui continuent à officier en toute impunité pour que les pauvres soient toujours plus pauvres et les riches toujours plus riches ! Même quand ils se déclarent – ou s'autoproclament – démocrates ils s'attachent en fait à favoriser les intérêts de leur caste : la minorité qui asservit la grande majorité en toute impunité et en toute hypocrisie ! Les antifascistes authentiques ne peuvent accorder un quelconque crédit à pareille engeance... Sur la forme, Monsieur Bredin, vous sacrifiez à la facilité et je m'en étonne, quand vous vous employez à définir historiquement l'antisémitisme suivant trois âges en reprenant à votre compte (cela est évident) la proposition avancée par M. Berstein dans le n° 141 de la revue *L'Histoire*, au mois d'octobre 1990. Il y avait défini les périodes successives de l'antisémitisme en attribuant de manière abusive – erronée – l'ultime période d'un antisémitisme d'essence raciste à P.-J. Proudhon. Il écrivait : « Avec Proudhon s'annonce donc une troisième forme d'antisémitisme d'essence raciste celle-là ». Vous même Monsieur Bredin n'écrivez-vous pas que Proudhon proclame « le juif est l'ennemi du genre humain (...) Il faut renvoyer vite cette race en Asie ou l'exterminer ».

glissement sémantique qui va d'un philo-sémitisme bien regrettable... L'époque explique ne partie ces errements de langage et d'idées mais ne les justifie aucunement ! Ceci étant, les écrits attribués à P.-J. Proudhon sont tirés de son carnet n° 6, publié avec les autres carnets et inédits entre 1960 et 1974 par le soin de P. Hautman, auteur d'une thèse fondamentale consacrée au lutteur anarchiste et humaniste bisontin. Jusque là ces écrits marginaux (griffonnés avec un crayon en marge d'autres écrits) n'étaient connus de personne ! A sa publication dans les années 60, le carnet n° 6 était totalement inédit... Aussi, si P.-J. Proudhon peut être accusé au même titre que les autres socialistes de l'époque d'écarts de langage – et nous n'avons pas attendu pour condamner avec la plus grande véhémence de tels propos –

il ne peut en aucun cas être considéré comme « le père d'un antisémitisme d'essence raciale... ». Pour ce faire, il eut fallu que ces propos fussent connus entre 1848 et 1960... ce qui n'était pas le cas ! Voilà Monsieur Bredin les considérations et récriminations qu'a suscité votre article du *Monde*. Elles ne veulent en aucun cas vous blesser. Il était nécessaire de rectifier quelques propos erronés ou déplacés, loin de toute polémique. J'espère que cette lettre trouvera de vous l'accueil de l'intelligence, de l'ouverture et de l'authenticité. Je n'en attends pas moins. En attendant de vous lire et peut-être de lire un début de rectification historique dans le *Monde*, je vous prie d'accepter Monsieur Bredin mes salutations anarchistes et antifascistes.

Edward Sarboni

## A G E N D A

samedi 22 mars

- LILLE** : L'énergie nucléaire en question ; l'actualité des luttes antinucléaires... c'est une conférence-débat (+ projection d'un documentaire sur Superphénix) avec Bernard et Bernadette (CNT-énergie) et Perline (revue Silence) à 15 heures au Centre culturel libertaire Benoît Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage.
- PARIS** : Manifestation à 14 heures place de la République sur le thème un logement pour tous, à l'appel de DAL, ACI, FSU, LDH, Droits devant, Emmaüs, FEN...
- PARIS** : Le groupe libertaire Louise Michel organise une réunion « La Fédération anarchiste, comment ça marche, à quoi ça sert ? » au local **La Rue, 10, rue Robert Planquette à 15 heures.**
- RENNES** : Un repas est organisé au local anarchiste rennais (9, rue Malakoff), alors venez nombreux rencontrer des libertaires autour de la table ! Il est nécessaire de s'inscrire à l'avance, pendant les permanences des mercredis et samedis après-midi.
- BORDEAUX** : Débat sur le thème « **La xénophobie au pouvoir** » avec Philippe Coutant (CNT, Réflex, ASTI) à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet à 15 heures.
- ARGENTEUIL** : Les amis de Pierre Kropotkine et le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organisent une conférence-débat sur le **communisme** à 18 heures salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast.

jeudi 27 mars

- EVREUX** : La délégation de la Fédération anarchiste se rendra à **17 heures à la préfecture** afin d'exiger des papiers pour Frédéric Nzou Nsumbu (cf ML n° 1071). Vous êtes les bienvenus.
- LILLE** : Réunion à 20 h 30 à la Bourse du travail (salle Delong) des militants CNT qui sont investis dans la préparation des **États généraux du mouvement social** qui auront lieu à Lille les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai.

vendredi 28 mars

- CHELLES** : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat ayant pour thème « **Mai 37 : révolution et contre-révolution en Espagne** » à 20 h 30 au 1 bis, rue Emille, en présence de Aimé Marseillan.

samedi 29 mars

- STRASBOURG** : La Fédération anarchiste sera présente à **15 heures place de l'Étoile** dans la manifestation européenne pour les libertés, pour l'égalité, pour la fraternité et les solidarités, contre le Front national et les politiques racistes (le congrès national du FN à lieu ce week-end à Strasbourg).

vendredi 4 avril

- SAINT-OUEN** : Projections au local associatif du 31 rue Farcot (M<sup>e</sup> Garibaldi) : **Wonder** (la reprise du travail aux usines Wonder - 1968) ; **Paroles de grèves** (1996)... Débat, bouffe... Entrée à partir de 0 franc.

## Dolly, je t'aime

Depuis deux semaines déjà, douce Dolly, je désirais te déclarer ma flamme, mais il n'y avait plus assez de place dans le *Monde libertaire* et les autres journaux, tout occupés qu'ils étaient à dire du mal de toi, refusèrent de m'ouvrir leurs colonnes au nom du « génétiquement correct ». Enfermé dans ma timidité native matinée de misogynie défensive, je désespérais, avant ta naissance... venue au monde de pouvoir dépasser un jour ma pauvre nature d'être humain... de rester seul, unique, face à l'océan des autres, des différents, des effrayants... Mais tout cela n'est que souvenirs d'une époque sans espoir puisqu'enfin nous nous rencontrons au détour d'un article de presse ou d'un rapport scientifique. Tu as écarté de moi l'angoisse d'un monde de robots qui seraient venus piquer mon boulot, sois-en remerciée, toi et tes fabricants. Maintenant, il ne me reste plus à craindre qu'un cauchemar de « répliques ». Sans toi, j'en serais encore à craindre de mourir sans descendance, tant je refuse tout contact charnel avec une autre peau que la mienne. Tu me rassures, l'avenir n'est plus clos pour les « auto-baisés ». Ah Dolly ! Dolly... Trêves de plaisanteries. Non, scientifiques de mon cœur, vos manipulations me laissent froid. Ma confiance réside toujours en l'alliance harmonieuse des femmes et des hommes. Ça marche depuis tellement longtemps que je doute que vous réussissiez à imposer votre ordre nouveau à l'humanité, ce dont je me réjouis. Cela étant dit, chapeau pour l'exploit, mais surveillez la circonférence de vos chevilles.

L'Atèle  
Paris, le 16 mars 1997  
Site: <http://www.geocities.com/Paris/7645>

### Une erreur de fond et de méthode

J'avais, en date du 21 octobre 1990, en réponse à M. Berstein, fait parvenir une mise au point adressée à la revue *L'Histoire*. L'erreur commise par M. Poliakov dans son livre « Histoire de l'antisémitisme », erreur reprise par M. Berstein dans son article de 1990 et par vous aujourd'hui dans le *Monde* est à la fois une erreur de fond et de méthode. Pierre-Joseph Proudhon a, au même titre que la plupart des socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle, griffonné des propos de nature antisémite, propos incontestablement inadmissibles et condamnables. Zeev Sternhell que vous citez abondamment n'omettait personne dans la galerie d'antisémites qu'il nous fournissait : Karl Marx dans « Les annales franco-allemandes », Blanqui dans « L'enfermé » que M. Paz stigmatisa dans « L'idée de race chez Blanqui »... Vous-même Monsieur Bredin, dans votre admirable biographie consacrée à « Bernard Lazare... de l'anarchiste au prophète » stigmatisez ce